

Le Monde

24.1.2001

p. 1

Les ruptures nécessaires de Lionel Jospin

CELA FERA cinq ans qu'on l'annonce. Qu'on la guette. Qu'on croit la tenir, ici, là, cette fois, non celle-ci. Et cela fera cinq ans qu'il la dément, qu'il la dénie. A ce petit jeu de l'entrée en campagne présidentielle de Lionel Jospin, nul n'est dupe, et certainement pas le premier ministre. Sauf qu'un jour viendra, fin janvier, début février 2002, où cette candidature va devenir officielle, signée. Et le problème qui se pose à M. Jospin désormais n'est plus de savoir si, oui ou non, il est candidat contre Jacques Chirac, mais bien de savoir de quelle manière il va dire oui.

Comment annonce-t-on une évidence ? Comment la gère-t-on ? Les hommes politiques savent – et 1995 l'a doublement prouvé – que les Français n'aiment guère ces combats écrits d'avance, surtout lorsqu'il s'agit de l'élection maîtresse de la V^e République. D'où cette impérieuse nécessité, pour les candidats éternellement annoncés, de créer malgré tout la surprise, de réussir leur mue. On se souvient du « oui » étranglé de François Mitterrand, répondant en 1988 à une question de Paul Amar au Journal télévisé – « *Etes-vous candidat ?* » –, aussitôt suivi d'une violente diatribe contre les « *factieux* » du RPR, qui signait ainsi de la part du premier

président de cohabitation, du « Tonton », une fulgurante et brutale entrée en campagne. En 2002, si l'inversion du calendrier électoral est votée, la question de l'entrée officielle en campagne se posera avec davantage d'acuité pour Jacques Chirac et Lionel Jospin : on va élire le premier président du troisième millénaire. Ce n'est pas un simple mot, une image pour pythie ou prophète de supermarché.

Plus que jamais, ce moment politique verra se cristalliser et s'accélérer tous les débats sociétaux, économiques, plus ou moins esquissés pendant les dernières années du siècle. Certains sujets qui auront tant occupé les esprits disparaîtront, d'autres s'imposeront. Et c'est sur leur capacité à les anticiper, à leur répondre, que les candidats seront jugés. Il faut donc créer du neuf, ce qui, pour MM. Chirac et Jospin, signifie – sauf leur respect – créer du neuf dans de vieux pots. L'un comme l'autre sont profondément de l'autre siècle, symboles d'une génération politique identifiée aux années de crise, alors qu'elle devra gérer la croissance.

Pascale Robert-Diard

*Lire la suite page 17
et nos informations page 37*

Les ruptures nécessaires de Lionel Jospin

Suite de la première page

Pour M. Jospin, il s'y ajoute une autre difficulté : il est, d'une certaine manière, le sortant. C'est lui qui aura gouverné la France pendant cinq ans, face à un président qui fait figure de challenger, puisque la dissolution manquée l'a privé d'une grande part de son pouvoir.

Dans les mois qui viennent, le premier ministre sera confronté à une question simple et terriblement complexe à la fois : comment créer du désir de lui. En 2002, il ne peut s'agir de continuer avec M. Jospin, mais de re-partir avec lui. Pour cela il doit rompre, et c'est à une triple rupture que le chef du gouvernement va s'atteler. Rupture dans la fonction, rupture dans le discours, rupture dans l'image de l'homme Jospin.

La première pose aussitôt la question de sa place à Matignon et explique que l'on s'interroge autour de lui sur la question de savoir s'il doit être, en 2002, premier ministre et candidat, comme deux de ses malheureux prédécesseurs, Jacques Chirac en 1988, Edouard Balladur en 1995. M. Jospin est convaincu qu'il devra trou-

ver le moyen de sortir du carcan institutionnel dans lequel la cohabitation l'enferme, de quitter ce tête-à-tête hiérarchisé et contraignant avec le président de la République, pour retrouver la liberté de ton et d'attitude qu'impose une campagne.

Cette nécessité amène un certain nombre de ses proches à réfléchir à un départ anticipé de Matignon, qui présente l'inconvénient majeur de redonner au président, même pour quelques semaines, le choix d'un premier ministre. Dans une version atténuée, d'autres réfléchissent à une sorte de « mise en retrait », qui se traduirait par la désignation d'un premier ministre par intérim, comme cela se fait traditionnellement en période de vacances. La fonction échoit alors au premier des ministres dans l'ordre protocolaire, à savoir, dans le cas d'espèce, celui de l'économie et des finances, Laurent Fabius. Cette hypothèse, outre qu'elle ne rend pas la main à M. Chirac, a de plus l'avantage, en cas de victoire de M. Jospin, de ne pas porter atteinte à sa liberté de choisir son nouveau premier ministre.

La deuxième rupture porte sur son discours et son programme. Son entourage est convaincu qu'avec une présidentielle précédant les législatives « on ne pourra pas se satisfaire d'un bilan ». M. Jospin doit à la fois surprendre et jeter des ponts entre l'avant et l'après-2002. A ce titre, l'intérêt qu'il manifeste soudainement

pour la décentralisation est très révélateur. Il semble que le premier ministre a enfin trouvé sa propre clé d'entrée sur un terrain qui lui paraissait, jusque-là, hostile et miné.

Cette clé est celle qui va lui permettre, dans les premiers mois de 2002, de dessiner et de porter une profonde réforme de l'ensemble des institutions de la V^e République. De réunir, sous un même label de « refondation républicaine », les acquis de 1997-2002 - la parité, le quinquennat, les restrictions au cumul des mandats, et, bien sûr, la Corse - avec les engagements pour l'après-2002 : l'expérimentation, la réforme des modes de scrutin, celle de la fiscalité locale, de l'Etat, de l'organisation des territoires, autant de sujets que la cohabitation empêche de mener à terme.

INSTITUTIONS NOUVELLES

Il ne serait d'ailleurs pas surprenant que le gouvernement dépose au Parlement, début 2002, un certain nombre de projets de loi en ce sens qui, symboliquement, seraient adoptés en première lecture à l'Assemblée nationale juste avant les législatives. Des résultats législatifs et, surtout, présidentiel dépendraient donc l'avenir immédiat de ces réformes. Faute d'homme neuf, on aura des institutions nouvelles.

La dernière rupture est beaucoup plus personnelle. C'est celle de la perception de l'homme Jospin. A Matignon, on n'a pas

manqué de noter l'arrivée, dans le vocabulaire de Jacques Chirac, des mots exprimant la « douceur » - « une France forte et douce », a-t-il souhaité en Corrèze. Un concept qui se retrouve aujourd'hui dans toutes les études qualitatives sur les aspirations de l'opinion, qui a déjà inspiré la mode et la décoration et qui semble devoir faire son entrée en politique. Sur ce registre, le premier ministre accuse un retard certain sur le président. Le quotidien de Matignon, les polémiques quasi hebdomadaires à l'Assemblée nationale ne contribuent guère à forger une image « douce » de M. Jospin.

Le premier ministre s'est donc concocté, pour 2001, un programme très chargé de visites sur le terrain, qui a commencé en Barbour au cœur des forêts lorraines, les pieds dans l'eau de la Vilaine, ou sur le pavé parisien en compagnie de Bertrand Delanoë. La parité, sur laquelle le premier ministre communique avec constance, est à cet égard un des éléments essentiels de sa panoplie de candidat. On devrait voir plus souvent aussi, comme ce fut le cas à Paris, M. Jospin en compagnie de son épouse, Sylviane.

Autant d'occasions de rencontres à la recherche des yeux miroir de l'opinion, à la quête de cette réassurance nécessaire aux grands fauves politiques, comme celle qui a fait dire récemment à M. Jospin : « Tu sais, les gens m'aiment bien. »

Pascale Robert-Diard